EVALUATION DE L'OFFRE ET DES BESOINS EN FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES DANS LA REGION DE L'EXTREME-NORD DU CAMEROUN

RAPPORT FINAL

Mars 2020

Ce rapport a été produit à la demande de l'Agence des États-Unis pour le développement International (United States Agency for International Development ou USAID), dans le cadre d'une initiative visant à mieux comprendre les capacités et les besoins actuels des centres d'enseignement et de formation professionnelle dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun. L'USAID a financé ce rapport par l'intermédiaire du Programme d'Appui à l'Initiative Communautaire. Les opinions des auteurs exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement celles de l'USAID ou du Gouvernement des États-Unis.

SOMMAIRE

RESUME iii
REMERCIEMENTS vi
SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS vii
LISTE DES TABLEAUX viii
INTRODUCTION GENERALE 1
CONTEXTE DE L'ETUDE 1
OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'ETUDE 2
APPROCHE METHODOLOGIQUE 2
La phase exploratoire 2
La phase de terrain 2
La phase dépouillement, de saisie et de traitement 3
La phase d'analyse et de synthèse 3
PREMIERE PARTIE : CONTEXTE GLOBAL DU DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE 4
I.1 PRESENTATION GENERALE DU PAYS 4
I.1.1 Contexte géographique 4
I.1.2 Contexte économique 4
I.1.3 Contexte démographique et social 4
I.1.4 Contexte institutionnel 5
I.2 ETUDE DU MARCHE DE LA REGION 6
I.2.1 Activités économiques : le secteur primaire 7
i. Agriculture 7
ii. Elevage, Pêche et Pisciculture 7
I.2.2 Activités économiques : le secteur secondaire 8
i. Industries minières 8
ii. Petites et Moyennes Entreprises, Economie sociale et Artisanat 8
a. Petites et Moyennes Entreprises 8
b. Artisanat 8
c. Agro-industries 9
I.2.3 Activités économiques : le secteur tertiaire 9
i. Commerce et échanges intra/inter-Régionaux et transfrontaliers 9
ii. Transport 9
iii. Tourisme 9
DEUXIEME PARTIE : CARACTERISTIQUES DE L'OFFRE ET DES BESOINS EN FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES 11
II.1 L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE 11

II.1.1 Le nombre de centres de formations opérationnel 11
II.1.2 L'expression des besoins des centres de formation pour un meilleur fonctionnement 12
II.1.3 Les types d'enseignement proposés dans les centres de formation 13
II.1.4 Les principaux secteurs d'activité riches en opportunités 14
II.1.5 Centre de formation et relations de partenariat hors FNE 14
II.1.5 Répartition des centres de formations en fonction de leurs avis sur les profils d'employés recherchés par les entreprises de la localité 15
II.1.6 Avis sur les principales branches d'activité des entreprises de la localité 16
II.1.7 Nature du rapport entretenu avec le FNE 16
II.1.8 Démarche utilisée pour l'identification des besoins du marché 17
II.1.9 Les nouvelles spécialisations introduites depuis la survenance du conflit Boko-Haram en 2014 17
II.1.10 Effet du conflit Boko-Haram sur le recrutement des formateurs et les jeunes apprenants 18
II.1.11 Expression des besoins en termes de formation par les jeunes affectés par le conflit Boko-Haram 18
II.1.12 Rôle des centres de formation dans la lutte contre l'extrémisme violent 19
II.2 LES BESOINS EN FORMATION PROFESSIONNELLE 20
II.2.1 Situation professionnelle des jeunes 20
II.2.2 Les besoins en formation exprimés par les jeunes de l'échantillon 21
II.3 ANALYSE SWOT DE L'OFFRE ET DES BESOINS EN FORMATION PROFESSIONNELLE 21
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 23
ANNEXE 25

RESUME

Le Cameroun est confronté depuis quelques années à des défis sécuritaires dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, de l'Est et de l'Extrême-Nord avec pour corollaire, le recrutement des jeunes, pour la plupart désœuvrés, dans les bandes armées.

Cette situation est venue dégrader davantage la situation des jeunes sur le marché du travail dans ces régions, déjà caractérisées par des niveaux élevés de pauvreté tels que révélés par la quatrième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM4) réalisée en 2014.

Aussi, laprésenteétude sur l'« Évaluation de l'offre et des besoins en formation professionnelle des jeunes de la Région de l'Extrême-Nord au Cameroun »s'inscrit-elle dans l'ensemble des initiatives visant à soutenir le Gouvernement dans ses efforts de juguler cette crise sécuritaire et relancer le développement économique et social de façon durable dans cette Région.L'Agence des États-Unis pour le développement International (United States Agency for International Development ou USAID), a financé ce rapport par l'intermédiaire du Programme d'Appui à l'Initiative Communautaire (PAIC). L'étudea été réalisée par le Centre africain d'Etudes Internationales Diplomatiques Economiques et Stratégiques (CEIDES).

L'étude avait pour objectif de disposer de données nécessaires pour mobiliser des ressources supplémentaires afin de moderniser les centres de formation public et offrir une formation technique et professionnelle en adéquation avec les ambitions des jeunes touchés par le conflit Boko Haram et le marché de l'emploi.

Elle a couvert les Centres de Multifonctionnels de Promotion de la Jeunesse (CMPJ) sous tutelle du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique (MINJEC)et les Sections Artisanales Rurales et Sections Ménagères (SAR/SM) sous tutelle du Ministère de la Formation Professionnelle (MINFOP). L'étude devait à cet effet apporter une réponse aux questions suivantes :

1. Combien de centres de formation sont opérationnels ?
2. Quels types d'enseignements ces centres proposent-ils?
3. Quel est le potentiel du partenariat dans le soutien post-formation?
4. Les programmes de formation sont-ils adaptés aux exigences du marché du travail et aux besoins des jeunes ?

L'étude s'est déroulée au cours de la période allant de novembre 2019 à février 2020 avec une méthodologie associant une recherche documentaire, des entretiens individuels et de groupe ainsi qu'une enquête de terrain. La recherche documentaire a consisté à compiler et examiner la documentation associée aux thématiques de l'étude et notamment sur la formation professionnelle, la crise sécuritaire, l'insertion socio-professionnelle des jeunes et le tissu économique de la région. Les entretiens individuels et de groupes ont permis de recueillir des informations auprès des

autorités administratives et des responsables des structures sectorielles en charge de la formation professionnelle. L'enquête de terrain s'estdérouléedu 21 janvier au 05 février 2020, auprès d'un échantillon de 85 centres de formation publics (dont 54 CMPJet 31 SAR/SM) et 274 jeunes âgés de15 à 35 ans.

Il ressort de l'exploitation des résultats les principales informations suivantes :

- 19 CF ne sont pas opérationnels ;
- certains centres de formation sont logés soit au sein des sous-préfectures de l'arrondissement de céans, soit au sein de la Délégation départementale du MINJEC du territoire (CMPJ de Guidiguis, de NarkiLimani, de Gobo, de Tchatibali) ;
- la subvention des capacités de formation (construction et équipement des ateliers et des centres multimédia) représente le besoin le plus exprimé par les centres de formations ;
- les formations les plus répandues concernent le secrétariat bureautique, la menuiserie, la maçonnerie, l'électricité du bâtiment, la gestion de micro-entreprises, l'élevage et l'agriculture ;
- la couture/broderie figure parmi les spécialisations les plus riches en opportunités d'emploi ;
- les formations en entreprenariat suggérée par les centres de formations concernent le montage et la gestion des projets ;
- l'étude du milieu est la démarche la plus utilisée pour identifier les besoins du marché ;
- les contraintes financières et les difficultés d'insertion professionnelle influencent le choix du type de formation à effectuer ;
- les centres de formation sont conscients de leur devoir de diffusion de la paix et d'entretien du dialogue ;
- lescentres de formation suggèrent trois (03) principales actions pour diffuser les valeurs de paix et de dialogue dans les formations offertes : les causeries éducatives, les activités culturelles et sportives et, l'enseignement de l'Education Civique et Morale ;
- les formations en agriculture, élevage, couture et informatique sont les plus désirés par les jeunes ;
- la crise sécuritaire a eu des conséquences sur les études et les activités socioprofessionnelles des jeunes.

De ce qui précède, l'étude formule les principales recommandations ci-après :

❖ **A l'État :**

1. mettre sur pied, soue l'égide du MINFOP, une plateforme de coordination des actions en faveur de l'insertion socioprofessionnelle des jeunesentre tous les départements ministériels en charge de cette problématique ;

2. sensibiliser les jeunes à travers les Technologies de l'Information et de la Communication sur l'importance des CF dans l'acquisition des compétences professionnelles ;
3. accélérer la mise en place des centres de formation dans les arrondissements où il n'en existe pas ;
4. renforcer les formations dans le domaine agropastorale ; informatique et couture ;
5. inscrire dans les plans de formation des CF, des spécialisation en montage et gestion des projets ;
6. introduire dans les plans de formations des cours de pratique de l'une des deux langues officielles ;
7. aménager des sites d'expérimentation des techniques d'agriculture et d'élevage ;
8. lutter contre l'extrémisme violent en introduisant dans la formation des apprenants des actions liées aux causeries éducatives, activités culturelles et sportives ainsi qu'à l'enseignement de l'Education Civique et Morale.

- **Aux organisations patronales et chambres consulaires:**Etablir des partenariats(formation, stage..) avec les CF ;
- **Aux autorités religieuses et leaders d'opinion :** Sensibiliser les jeunes sur la nécessité d'acquérir un savoir-faire à travers les CF.

REMERCIEMENTS

Le PAICa mandaté le Dr Christian POUT, Consultant de renommée internationale sur les questions liées à la paix, la sécurité et le développement en Afrique, par ailleurs Président du Think Tank CEIDES, à l'effet de conduire l'étude sur « Évaluation de l'offre et des besoins en formation professionnelle des jeunes dans la région de l'Extrême-Nord » de novembre 2019 à février 2020.

Le consultant tient à saluer l'engagement de toute l'équipe d'experts mobilisée pour la réussite de cette opération.

Le consultant adresse ses vifs remerciements aux autorités administratives et aux responsables des services déconcentrés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique et du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle qui ont bien voulu faciliter l'accès du Consultant et de son équipe aux CMPJ et SAR/SM, aux organisations et personnes-ressources ainsi qu'à toutes informations pertinentes y relatives.

Le consultant a sollicité un large éventail de personnes-ressources, venant des Chambres Consulaires, Départements ministériels, des Organismes Internationaux, des organisations de la société civile, des institutions de recherche. Tous ont généralement répondu à ses attentes par des contributions constructives. Il saisit la présente occasion pour leur signifier sa gratitude.

Enfin, le consultant assume la responsabilité des opinions et idées émises dans l'étude. Il assure que le souci d'objectivité a prévalu tout au long de la collecte, de l'analyse des données et de l'interprétation des contributions reçues.

SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

BIT : Bureau International du Travail

BUCREP : Bureau Central des Recensements et des Études de Population

CEIDES : Centre Africain d'Etudes Internationales Diplomatiques Economiques et Stratégiques

CMPJ : Centre Multifonctionnel de Promotion des Jeunes

CF : Centre de formation

FNE : Fond National de l'Emploi

INS : Institut National de la Statistique

MINEFOP : Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

MINJEC : Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique

PAIC : Programme d'Appui à l'Initiative Communautaire

SAR/SM : Section Artisanale Rural/Section Ménagère

SEMRY : Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua

SODECOTON :Société de Développement du Coton(SEMRY)

SWOT : StrenghtWeaknessesOpportunitiesThreats (Forces faiblesses Opportunités Menances)

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Centres de formations non opérationnels 11
Tableau 2 : Centres de formations logés sein des structures publiques 11
Tableau 2 : Répartition des CF (en %) en fonction de leurs avis sur leur besoin pour un meilleur fonctionnement 12
Tableau 3 : % des spécialisations proposées à date par les CF 13
Tableau 4 : Répartition des CF (en %) en fonction de leurs avis sur les principaux secteurs d'activité riches en opportunités dans la localité 14
Tableau 5 : Répartition des CF en fonction du nombre de partenaires dont elles bénéficient des appuis..... 15
Tableau 6 : Avis (%) des CF sur les profils d'employés recherchés par les entreprises de la localité..... 15
Tableau 7 : Avis (%) des CF sur les principales branches d'activité des entreprises de la localité..... 16
Tableau 8 : % des CF en fonction de la nature du rapport qu'ils entretiennent avec le FNE..... 17
Tableau 9 : % des CF selon la démarche utilisée pour l'identification des besoins du marché 17
Tableau 10 : % des CF selon les nouvelles spécialisations introduites depuis la survenance du conflit Boko-Haram en 2014 18
Tableau 11 : % des CF selon le type d'effet du conflit Boko-Haram sur le recrutement des formateurs 18
Tableau 12 : Répartition des CF selon le type d'effet qu'a eu le conflit Boko-Haram sur les candidats du centre..... 18
Tableau 13 : % des CF selon leurs avis sur les besoins en termes de formation des jeunes affectés par le conflit Boko-Haram 19
Tableau 14 : Prise de conscience (%) des centres de formation dans la diffusion de la paix et l'entretien du dialogue 19
Tableau 15 : % des actions suggéré par les centres de formation pour la diffusion de la paix et l'entretien du dialogue par département..... 20

INTRODUCTION GENERALE

CONTEXTE DE L'ETUDE

Le Cameroun et ses partenaires internationaux se sont engagés dans la création et le renforcement des centres d'enseignement et de formation techniques et professionnels. L'objectif est de promouvoir l'égalité d'accès à un enseignement et à une formation technique et professionnelle de qualité.

Cependant, le pays fait face à des tensions sécuritaires observées dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, de l'Est et de l'Extrême-Nord avec pour corollaire, le recrutement des jeunes, pour la plupart désœuvrés, dans les bandes armées.

Dans l'Extrême-Nord, la crise sécuritaire liée aux exactions de la sectede Boko Haram a entrainé la fermeture et la destruction de nombreuses écoles. L'un des principaux effets de cettecrise sécuritaire sur la population des jeunes est donc le décrochage scolaire forcé pendant plusieurs années ; leur réintégrationdans le système scolaire classique n'est, par conséquent, pas garantie. Une alternative pour l'épanouissement de cesjeunes en vue de leur insertion socioprofessionnelle peut êtreles centres d'enseignement et de formation professionnelle.

Dans cette perspective, la promotion des programmes d'acquisition de compétences techniques et professionnelles en adéquation avec la demande du marché du travail est au cœur du 7ième pilier d'actions prioritaires, « Éducation, apprentissage et compétences », de la**« Stratégie régionale de stabilisation, deredressement et de résilience zones du bassin du lac Tchad affectées par la crise Boko Haram**.

Aussi, une évaluation des capacités des centres de formation professionnelle couplée à une analyse des besoins en formation des jeunes des régions concernées sont nécessaires. Cette perspective, non seulement augmentera les opportunités de réintégration économique et de diversification, mais s'attaquera également à l'une des causes profondes d'enrôlement et de migration des jeunes : le manque d'opportunités.

Afin d'accompagner les efforts du Gouvernement dans la recherche des solutions aux préoccupations de cette tranche de la population,l'Agence des États-Unis pour le développement International (United States Agency for International Development ou USAID), a financé la présente étude sur l' « Évaluation de l'offre et des besoins en formation professionnelle des jeunes dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun » par l'intermédiaire du Programme d'Appui à l'Initiative Communautaire (PAIC). L'étude a été réalisée par le Centre africain d'Etudes Internationales Diplomatiques Economiques et Stratégiques (CEIDES).

OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE L'ETUDE

Conformément à la Note conceptuelle fournis par le Maître d'Ouvrage, l'objectif général de l'étude est d'évaluer l'offre et les besoins en formation professionnelle des jeunes dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun.

Plus spécifiquement, il s'agit de répondre aux questions suivantes :

- Combien de centres de formation sont opérationnels ?
- Quels types d'enseignements ces centres proposent-ils?
- Quel est le potentiel du partenariat dans le soutien post-formation?
- Les programmes de formation sont-ils adaptés aux exigences du marché du travail et aux besoins des jeunes ?

APPROCHE METHODOLOGIQUE

La réalisation de cette étude s'est appuyée sur une méthodologie structurée en quatre phases : (i) la phase exploratoire ; (ii) la phase d'enquête de terrain ; (iii) la phase de dépouillement, saisie et traitement des données et ; (iv) la phase d'analyse et de synthèse.

La phase exploratoire

Cette phase a été marquée par la recherche documentaire en lien avec l'étude. A cet effet, une littérature conséquente (rapports, documents d'orientations, d'études, d'enquêtes…) a été consultée auprès du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, du Ministère des Finances (MINFI), du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique (MINJEC), du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINFOP), du Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population (BUCREP), de l'Institut National de la Statistique (INS).

L'exploitation de ces documents a permis de définir les concepts, de mieux cerner la problématique de l'étude et d'entamer la collecte des éléments de réponse aux objectifs assignés. Elle a aussi servi de repères pour l'enquête de terrain en termes de localisation des centres d'enseignement et de formation professionnelle, d'identification des personnes ressources…

C'est également au cours de cette phase que les différents outils de collecte des données (voir annexe) ont été élaborés et testés pour une utilisation optimale au cours de la phase d'enquête de terrain.

La phase de terrain

Conformément à la note conceptuelle de l'étude, elle a consisté en la collecte de données auprès des 54 Centres Multifonctionnels de Promotion de la Jeunesse (CMPJ) –établissements publiques sous tutelle du MINJEC - et des 31 Sections

Artisanales et Ménagère (SAR/SM) – établissements publiques sous tutelle du MINFOP - de la région au cours de la période allant du 21 janvier au 05 février 2020.

De plus, un échantillon de 274 jeunes (voir méthode d'échantillonnage en annexe) a été enquêté. Il est constitué à 73,6% des jeunes de moins de 25 ans, avec une proportion de femmes de 49,9,1% et 90,8% de célibataire. L'on note une surreprésentation des jeunes dont le niveau d'instruction est le secondaire général second cycle (42,5%) contre 46,6% qui ont au plus le niveau secondaire général premier cycle (14,2% sans niveau et 17,8% de niveau primaire) ; 10,5% des jeunes ont le niveau secondaire technique.

Cette phase a mobilisé neuf agents enquêteurs recrutés dans la ville de Maroua et ayant une bonne connaissance de la Région. Aussi, les résultats de l'étude reposent-elles sur l'exploitation de cette base de données et des informations recueillies dans le cadre de séances de travail avec les responsables de certaines structures publiques et privées.

La phase dépouillement, de saisie et de traitement

Le dépouillement des questionnaires a consisté à recenser toutes les modalités des questions ouvertes de nos outils de collecte. La saisie des données qui a suivi, a mobilisé quatre agents temporaires de saisie. Le logiciel « CSPro » a été utilisé pour la conception du « masque de saisie » et la saisie des données. Quelques tests de cohérence ont été opérés dans la base de données obtenue. La correction des erreurs détectées dans les tableaux de fréquence produits à partir du logiciel « SPSS » ont permis de disposer de fichiers apurés. Les résultats d'analyses obtenus ont permis d'élaborer une matrice SWOT.

La phase d'analyse et de synthèse

Cette phase a permis les analyses croisées de la masse d'informations collectées, la production d'un rapport provisoire.La prise en compte descommentaires et observations du commanditaire ainsi que l'Atelier de restitution de cette étude, organisé du 11 au 12 mars 2020 à Yaoundé ont permis la production du présent rapport final.

PREMIERE PARTIE : CONTEXTE GLOBAL DU DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Cette partie présente le contexte global dudéveloppement de la formation professionnelle au Cameroun. Elle présente dans un premier temps le Cameroun en général et dans un second temps la région de l'Extrême-Nord.

I.1 PRESENTATION GENERALE DU PAYS

I.1.1 Contextegéographique

Le Cameroun est un pays de l'Afrique Centrale. Il partage une frontière au Nord-Est avec le Tchad, à l'Est avec la Centrafrique, au Sud avecle Congo, le Gabon et la GuinéeÉquatoriale et à l'Ouestavec le Nigeria. D'après les dispositions du décret N°2008/376 du 12 novembre 2008 portant organisation administrative de la république du Cameroun, le pays est subdivisé en dix régions[1].

I.1.2 Contexte économique

Le Cameroun est doté de riches ressources naturelles et reste l'un des principaux producteurs mondiaux de certains produits alimentaires, à savoir le cacao, le café, les bananes, les produits à base de palme, le tabac, le caoutchouc, le coton, le maïs et le manioc.

Selon les données de l'INS (2018), le secteur tertiaire[2](63,5%) est le plus grand pourvoyeur d'emplois, suivi du secteur secondaire[3](26,1%). Le secteur primaire[4]moderne représente seulement 10,4% des emplois.

Les entreprises modernes[5] sont inégalement réparties sur le territoire national. Les régions du Littoral et du Centre concentrent près de 8 entreprises sur 10, très loin derrière, suivent l'Ouest (6,1%), le Sud-ouest (4,5%) et le Nord-ouest (3,5%). Les autres régions concentrent chacune moins de 2,5 % d'entreprises (INS, 2018).

I.1.3 Contexte démographique et social

Les estimations basées sur les résultats du 3ième Recensement Général de la Population et del'Habitat (RGPH), situent la population camerounaise à

[1] Liste des 10 régions du Cameroun : Extrême-Nord ; Nord ; Adamaoua ; Est ; Centre ; Sud ; Littoral ; Ouest ; Nord-Ouest et Sud-Ouest.
[2] Il regroupe les activités de commerce et de divers services.
[3] Il regroupe les activités liées à la transformation des matières premières.
[4]il regroupe les entreprises exerçant dans l'agriculture, la sylviculture et l'exploitation forestière, l'élevage et la chasse, la pêche et la pisciculture.
[5]les entreprises modernes sont celles relevant du secteur formel et produisant une Déclaration Statistique et Fiscale (document administratif présentant les états comptables et financiers des entreprises au cours d'un exercice).

environ22 709 892individus au 1er juillet 2016. L'indice de la pauvreté[6] s'élèvent à 37,5%.L'effectif des adolescents (10-14 ans) et celui de la population des jeunes (15-34 ans) représentent environ 47,2% de l'effectif total de la population.

Au niveau de l'alphabétisation de la population,le taux d'alphabétisation en langues officielles des 15 ans et plus est de 70,0%. L'Extrême-Nord enregistre le plus faible niveau d'alphabétisation en langue officielles (30,7%).

Le taux de chômage des jeunes au sens du Bureau International du Travail (BIT)[7] est plus élevé (6%) que celui de l'ensemble de la population (3,8%). Cette situation illustre les difficultés qu'éprouvent les jeunes à s'insérer sur le marché du travail. Ces difficultés résultent le plus souvent de l'inadéquation entre le profil de formation des jeunes et les besoins du marché.

I.1.4 Contexte institutionnel

Afin de résorber le chômage des jeunes, le Cameroun a adopté la loi N°2018/010 du 11 juillet 2018 régissant la formation professionnelle. Cette loi vise, selon les dispositions de l'article 1er, à donner aux apprenants et aux apprentis des savoirs, des habilités et des aptitudes nécessaires à l'exercice d'un métier et/ou permettant l'accès à un emploi.

D'après l'article 2 de la loi sus citée, le champ de la formation professionnelle est constitué de l'ensemble des formations post-éducation de base, assurées soit par les structures privées agrées par l'Etat soit par les structures publiques. Parmi ces dernières, l'on retrouve le MINFOP, créé par décret N°2012/644 du 28 décembre 2012 et le MINJEC créé par décret N° 2012/565 du 28 novembre 2012.

De ce fait, selon les dispositions de l'article 74 (1) du décret N°2012/644 du 28 décembre 2012 portant organisation et fonctionnement du MINFOP, les structures publiques de formation professionnelle sous tutelle de ce département ministériel sont les :

- Centres de Formations Professionnelles d'Excellence ;
- Centres Sectoriels de Formation Professionnel (CSFP) ;
- Centres de Formation aux Métiers ;
- Centres d'Apprentissage Professionnel ;
- Centres Publics de Formation Professionnelle Rapide ;
- Sections Artisanales Rurales et Sections Ménagères.

Dans la même veine, selonles termes de l'article 81 (1) du décret N° 2012/565 du 28 novembre 2012 portant organisation et fonctionnement du MINJEC, les structures

[6] Part de population qui ne peut pas se permettre d'acheter le panier de produit correspondant au minimum vital.

[7] Le chômage au sens du BIT correspond à la situation des actifs qui n'ont pas travaillé au cours des 7 jours précédant l'enquête, ne serait-ce qu'une heure, et qui recherchent un emploi et sont disponibles pour l'exercer immédiatement

publiques de formation professionnelle sous la tutelle de ce département ministériel sont :

- les Etablissements de Formation des Cadres Moyens de Jeunesse et d'Animation ;
- le Centre National d'Education Populaire et Civique ;
- les Centres Multifonctionnels de Promotion des Jeunes ;
- le Centre National de Production et de Diffusion de la Documentation pour la Jeunesse.

Les dispositions de l'article 4 (2) du décret N° 2010/1099/PM du 07 mai 2010 portant organisation et fonctionnement des CMPJ, classentces centres de formation en quatre catégories : le centre de référence, le centre de région, le centre du département et le centre d'arrondissement. Sur la base de cette catégorisation, la région de l'Extrême-Nord, conformément à son organisation administrativedevrait comprendre 54 CMPJ dont un centre de région, 06 centres de département et 47 centres d'arrondissement.

I.2 ETUDE DU MARCHE DE LA REGION

La région de l'Extrême-Nord est située dans le nord du pays et frontalière du Tchad et du Nigéria. Avec près de 18% de l'effectif de la population totale, l'Extrême-Nord est l'une des régions les plus peuplées du Cameroun(BUCREP, 2015).Sa population est de l'ordre de 3 993 007 habitants ;l'effectif des adolescents (10-14 ans) et celui de la population des jeunes (15-34 ans) représente environ 43% de la population totale de la région (BUCREP, 2015).

Les différentes statistiques obtenues sur l'emploi dans la Région de l'Extrême-Nord sont regroupées autour de trois principaux indicateurs à savoir : le taux d'activité au sens élargi[8], le taux d'activité au sens du BIT[9] et le taux du sous-emploi[10].

De façon générale, le taux d'activité au sens élargi à l'Extrême-Nord (70,6%) est sensiblement égal à la moyenne nationale (70,4%).Dans la même veine, le taux d'activité selon le BIT dans la Région de l'Extrême-Nord est 70%, soit près de la moyenne nationale. Le taux de sous-emploi à l'Extrême Nord quant à lui (85%) est plus élevé que la moyenne nationale (69,6%).

Dans la même veine, le rapport du nombre d'actifs occupés à la population en âge de travailler (taux d'emploi) est élevé dans la Région. Par ailleurs on constate que le taux d'emploi élevé est couplé au taux de travailleurs non-salariés. Ceci peut

[8] Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante
[9] Proportion du nombre de chômeurs dans la population active au sens du BIT
[10] Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le sous-emploi existe « lorsque la durée ou la productivité de l'emploi d'une personne est inadéquate par rapport à un autre emploi possible que cette personne est disposée à occuper et capable de faire

s'expliquer par le fait que les emplois sont principalement localisés dans le secteur agricole (plus particulièrement l'agriculture familiale).

Au regard des indicateurs évoqués, on note que la situation économique des populations de la Région de l'Extrême Nord reste préoccupante. L'analyse des différents indicateurs montre que la pauvreté reste élevée dans la Région comparativement à la moyenne nationale.

I.2.1 Activités économiques : le secteur primaire

i. Agriculture

La Région de l'Extrême-Nord connait une grande diversité de productions agricoles. Au nombre des cultures vivrières, on peut relever notamment les céréales (sorgho, riz, mil et maïs), les légumineuses (arachide, soja, niébé, voandzou), le coton, le manioc, les cultures maraîchères et les cultures fruitières. L'agriculture a subi des transformations profondes dans la Région au cours des dernières décennies. Quelques aspects importants de cette évolution concernent : l'introduction et/ou la diffusion de nouvelles cultures (coton, riz, arachide, pomme de terre, patate douce, etc.) ou des techniques de culture améliorées comme la culture attelée et la fertilisation chimique. Ces transformations ont permis à l'agriculture de suivre le développement démographique avec une augmentation constante des surfaces cultivées et des productions. Les activités des agro-industries (SODECOTON et SEMRY), ainsi que certains projets et programmes ont largement contribué à cette évolution.

ii. Elevage, Pêche et Pisciculture

S'agissant du secteur de l'élevage au niveau national, 70 % de la population y trouve un moyen de diversification de leur source de revenus et d'épargne et 35 % de cette population rurale en vit exclusivement. L'Enquête pastorale Annuelle (EPA, 2012) montre que les ménages pastoraux constituent 21,6% de l'ensemble des ménages. Selon les données de l'INS (2015), la Région de l'Extrême-Nord produisait 11 % de la viande bovine camerounaise en 2012 ,74% de la viande ovine et 68,24% de la viande caprine.

La pêche et l'aquaculture, tout comme l'élevage revêtent une importance sociale et économique particulière dans la Région en termes de nutrition et de sécurité alimentaire, d'emplois et de moyens d'existence pour des milliers de personnes. Le secteur contribue par ailleurs à l'économie de la Région à travers les taxes, le commerce et les devises à l'exportation. L'activité de pêche artisanale est pourvoyeuse d'emplois directs et indirects. Ces activités indirectes inclus le traitement, la conservation, le stockage, la distribution et la commercialisation.

I.2.2 Activités économiques : le secteur secondaire

i. Industries minières

L'essentiel de l'activité minière dans la Région porte sur quelques permis d'exploration minière et l'exploitation des carrières de matériaux. Cette exploitation des matériaux de carrières se fait à 80 % de façon artisanale

ii. Petites et Moyennes Entreprises, Economie sociale et Artisanat

Le sous-secteur des Petites et Moyennes Entreprises, Economie sociale et Artisanatest constitué d'entreprises privées de différentes tailles et couvrant toutes les branches de l'activité économique. Elles participent à la production et à la commercialisation des biens et services et concourent toutes à échelles variables à la création de richesses, la création d'emplois et la croissance économique.

a. Petites et Moyennes Entreprises

L'Extrême-Nord fait partie des Régions qui enregistrent un grand nombre de petits métiers. La diversité de ces activités a donné naissance à des chaînes de métiers plus ou moins interdépendants. Ces chaînes de métiers au gré du temps et de l'évolution des technologies connaissent diverses évolutions. D'après les statistiques INS/RGE-2, la Région de l'Extrême-Nord en 2016 comptait 6870 entreprises.

b. Artisanat

Selon les termes de l'article 2 de la Loi n° 2007/004 du 03 juillet 2007, l'artisanat regroupe l'ensemble des activités d'extraction, de production, de transformation, d'entretien, de réparation, de prestation de services essentiellement manuelles et exercées à titre principal soit directement ou sous la direction d'un artisan, soit dans le cadre d'une entreprise.

La Région de l'Extrême-Nord constitue l'un des bassins de production des objets artisanaux au Cameroun, et on y retrouve les trois sous-secteurs de l'artisanat[11] (l'artisanat de production, l'artisanat de service et l'artisanat d'art). L'artisanat de production et de service sont les plus développés. L'agroalimentaire étant répandu dans toute la Région, les métiers de la maroquinerie et du tissage constituent des filières à fort potentiel.

[11] L'artisanat se subdivise en trois sous-secteurs : **L'artisanat de production**basé sur la fabrication de biens d'usage courant, mais sans un recours à la standardisation industrielle, par l'utilisation, exclusive ou dominante du façonnage manuel ; **l'artisanat de service** qui prend en compte la distribution à petite échelle de biens de nécessité courante, ainsi que la fourniture des petits services nécessaires à la vie ordinaire et **l'artisanat d'art** qui désigne les métiers qui débouchent sur la fabrication et la commercialisation d'objets ayant essentiellement une valeur esthétique et culturelle

c. Agro-industries

Le tissu agro-industriel de la Région demeure encore faible malgré le fort potentiel en termes de productions agricoles et animales. Les agro-industries les plus en vue demeurent la Société de Développement du Coton(SODECOTON) et la Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua(SEMRY). Cependant, quelques unités de transformation voient progressivement le jour notamment les filières céréalières (maïs, sorgho), ou encore laitières.

I.2.3 Activités économiques : le secteur tertiaire

i. Commerce et échanges intra/inter-Régionaux et transfrontaliers

La Région de l'Extrême-Nord est constituée d'une mosaïque de structures commerciales qui sont reparties sur toute l'étendue de la Région. Grâce à la densité des activités commerciales, on trouve dans chaque village, quartier ou ville, un marché à fonctionnement périodique ou quotidien. Au-delà de ces marchés, on trouve aussi des points d'échanges qui sont parfois fonction de la qualité de la demande ainsi que de l'offre. C'est notamment le cas des échoppes, boutiques, supermarchés et superettes.

ii. Transport

Le secteur du transport dans la Région est dominé par le transport routier, mais on y retrouve également le transport aérien et dans une moindre mesure le transport fluvial ou lacustre.

Concernant le transport urbain, la Région de l'Extrême-Nord a connu un développement urbain rapide depuis le début des années 1990. Cet essor démographique a sollicité de nouveaux besoins en moyens de transport, en infrastructures ainsi qu'en services de transport. Les motos taxis forment le mode de transport dominant dans les centres urbains de la Région. Ils présentent plusieurs avantages liés notamment au coût d'investissement relativement bas pour leur acquisition, à leur accès aux endroits difficiles pour les véhicules, au faible coût et une facilité dans les déplacements.

Sur le plan de l'offre en service de transport en commun, la Région de l'Extrême-Nord est desservie par une vingtaine de compagnies organisées de transport interurbain. Parmi les principales agences de voyage installées dans la Région de l'Extrême-Nord figurent : Touristique Express ; Danay Express ; Mokolo Express ; Partenaire Camrail Express ; Narral voyage ; Lux voyage ; Djamaré voyage ; Mont Mandara voyage ; National voyage.

iii. Tourisme

La Région de l'Extrême-Nord regorge un potentiel touristique exceptionnel ; Son patrimoine naturel comprend 79 sites touristiques constitué des parcs nationaux

(Waza, Kalamaloué), paysager (paysages lunaires des Kapsiki, Mont Rhumsiki, etc.), auxquels s'ajoutent le patrimoine bâtit et architectural.

DEUXIEME PARTIE : CARACTERISTIQUES DE L'OFFRE ET DES BESOINS EN FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

II.1 L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE

II.1.1 Le nombre de centres de formations opérationnel

Les entretiens menés avec les responsables du MINEJC et du MINFOP couplés avec l'enquête de terrain ont révélés que 66centres de formation sont opérationnels dans la région de l'Extrême-Nord dont 35 CMPJ et 31SAR/SM(voir annexe).

Certains centres de formation ne sont pas opérationnels car ne disposent pas de locaux (Tableau 1) ; d'autres par contre sont logés soit au sein des sous-préfectures de l'arrondissement de céans, soit au sein de la Délégation départementale du MINJEC du territoire (Tableau 2). De plus, le CMPJ de TOKOMBERE nouvellement construit n'a pas encore été inauguré.

Tableau 1 : Centres de formations non opérationnels

N°	NOM DU CENTRE	DEPARTEMENT
1	CMPJ de Maroua2	DIAMARE
2	CMPJ de Maroua3	
3	CMPJ de Doukoula	
4	CMPJ de Gazawa	
5	CMPJ de Gobo	
6	CMPJ de Petté	
7	CMPJ de Kousseri	LOGONE ET CHARI
8	CMPJ de Zina	
9	CMPJ de Darack	
10	CMPJ de Blangoua	
11	CMPJ de Fotokol	
12	CMPJ de Hile Halifa	
13	CMPJ de Kolofata	MAYO DANAY
14	CMPJ de Kar-Hay	
15	CMPJ de Soulédéroua	MAYO TSANAGA
16	CMPJ de Mogobe	
17	CMPJ de Mayo Moskota	
18	CMPJ de Porrhi	
19	CMPJ de Goundaye	

Tableau 2 : Centres de formations logés sein des structures publiques

N°	NOM DU CENTRE	DEPARTEMENT	LOCALISATION
1	CMPJ de GUIDIGUIS	MAYO KANI	Sous-préfecture
2	CMPJ de GOBO	MAYO DANAY	Sous-préfecture
3	CMPJ de TCHATIBALI		Télécentre de TCHATIBALI
4	CMPJ de de NARKI LIMANI	MAYO SAVA	Délégation départementale du MINJEC

II.1.2 L'expression des besoins des centres de formation pour un meilleur fonctionnement

Lors des entretiens avec les responsables des centres de formation(CF) de la région de l'Extrême-Nord sur les besoinssusceptiblesd'améliorer leur fonctionnement, trois catégories de besoins sont fréquemment avancées:

- l'amélioration du cadre de travail (bâtiments, mobilier de bureau, matériel roulant, consommables de bureau, approvisionnement en eau et électricité, connexion internet) ;
- lerenforcement des capacités des formateurs et ;
- lasubvention des capacités des formations (construction et équipement des ateliers et des centres multimédia).

Tableau 2 : Répartition des centres de formation (en %) en fonction de leurs avis sur leur besoin pour un meilleur fonctionnement

Besoins/Mesures	Au niveau départemental						Au Niveau régional
	Logone et Chari	Mayo Sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Mayo Kani	Mayo Danay	
Amélioration du cadre de travail	50	60	23,5	33,3	33,3	40,0	34,6
Renforcement des capacités des formateurs	0	20	41,2	53,3	66,7	60,0	44,2
Subvention des capacités des formations	75	40	76,5	57,1	20,0	40,0	58

Source : Exploitation des données collectées

Les résultats du tableau 2 ci-dessus montrent qu'au niveau régional, le besoin le plus manifesté par les responsables des CF est celui relatif à la subvention des capacités des formations. Le besoin le moins manifesté est celui relatif à l'amélioration du cadre de travail des formateurs. Par ailleurs, 11 responsables des CF sur 25 évoquent le besoin en termes de renforcement des capacités des formateurs.

Dans le Logone et Chari, le Mayo Tsanaga et le Diamaré le besoin manifesté par la majorité des CF est celui relatif à la subvention des capacités des fonctions tandis que dans le Mayo Kani et le Mayo Danay, il s'agit du renforcement des capacités des formateurs. Pour ce qui est du Mayo Sava, il s'agit de l'amélioration du cadre de travail des formateurs.

Concernant le renforcement des capacités des formateurs, les responsables des CF ont relevé que la quasi-totalité des apprenants éprouvent des difficultés à s'exprimerdans l'une des deux langues officielles (résultat du faible niveau d'alphabétisation des jeunes de la région). De ce fait, l'acquisition des compétences professionnelles est optimale lorsque celle-ci se déroule dans la langue locale.D'où la nécessité pour les formateurs d'assimiler la langue et la culture locale.

Afin deréduire les effets de la langue sur la formation, certains CF ont opté dans certaines spécialités, pour l'utilisation de deux formateurs qui travaillent en symbiose, l'un servant de traducteur à l'autre (le formateur principal s'exprimant dans l'une des deux langues officielles et l'autre en langue locale).

II.1.3 Les types d'enseignement proposés dans les centres de formation

Concernant les domaines de spécialisation offerts dans les CF de la Région de l'Extrême-Nord, l'on dénombre le secrétariat bureautique, la menuiserie, la maçonnerie, l'électricité du bâtiment, l'Economie sociale et familiale, la soudure, la blanchisserie, la restauration, la plomberie, la mécanique automobile, la gestion de micro-entreprises, l'élevage, l'agriculture, le secrétariat comptable, le commerce et la transformation des produits agropastoraux.

Parmi ces formations recensées, les plus répandues sont : le secrétariat bureautique, la menuiserie, la maçonnerie, l'électricité du bâtiment, la gestion de micro-entreprises, l'élevage et l'agriculture.

A ce propos, les responsables des CF ont fait savoir que les spécialisations offertes découlent principalement sur l'artisanat.

Tableau 3 : % des spécialisations proposées à date par les CF

Domaines de spécialisation	Au niveau départemental						Au niveau régional
	Logone et Chari	Mayo Sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Mayo Kani	Mayo Danay	
Secrétariat bureautique	50	100	35,3	46,7	28,6	25,0	40,7
Menuiserie	25	33,3	29,4	46,7	57,1	37,5	38,9
Maçonnerie	25	66,7	70,6	60,0	42,9	25	53,7
Electricité du bâtiment	25	33,3	41,2	26,7	28,6	0	27,8
Economie sociale et familiale	25	0,0	5,9	13,3	14,3	0	9,3
Soudure	25	0,0	5,9	13,3	14,3	0	9,3
Blanchisserie	0	0	5,9	0	0	0	1,9
Restauration	0	0	5,9	0	0	0	1,9
Plomberie	0	0	5,9	0	0	0	1,9
Mécanique automobile	0	0	5,9	0	0	0	1,9
Gestion de micro-entreprises	50	100,0	94,1	86,7	100	87,5	88,9
Elevage	50	100,0	94,1	86,7	100	87,5	88,9
Agriculture	50	100,0	94,1	86,7	100	87,5	88,9
Secrétariat comptable	0	0	0	0	0	12,5	1,9
Commerce/Transformation de des produits agropastoraux	0	0	0	0	0	12,5	1,9

Source : Exploitation des données collectées

II.1.4 Les principaux secteurs d'activité riches en opportunités

Globalement, de l'avis des responsables des CF, la couture/broderie figure parmi les spécialisations riches en opportunités. Cette tendance s'observe aussi bien au niveau régional que départemental à l'exception du Département du Maya Kani où le secteur d'activité jugé porteur d'opportunité est l'élevage. Dans le Diamaré, outre-la couture/broderie l'on a l'agriculture. Dans le Département du Mayo Sava, l'on peut observer que les secteurs les plus porteurs sont, outre-la couture/broderie, la soudure et la maçonnerie. S'agissant du Logone et Chari, l'on a la couture/broderie et le secrétariat bureautique.

S'agissant principalement de l'élevage et de l'agriculture, les responsables des CF ont formulé la nécessité de renforcer les formations dans ces deux domaines.

Tableau 4 :Répartition des CF (en %) en fonction de leurs avis sur les principaux secteurs d'activité riches en opportunités dans la localité

Branches d'activité	Département						Niveau régional
	Logone et Chari	Mayo Sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Mayo Kani	Mayo Danay	
Secrétariat bureautique	100	0	29,4	21,4	0	0	22,9
Menuiserie	33,3	20	11,8	21,4	0	0	14,6
Maçonnerie	33,3	80	41,2	35,7	0	40	39,6
Electricité du bâtiment	0	0	5,9	7,1	0	20	6,3
Soudure	0	80	11,8	21,4	0	40	22,9
Restauration	0	0	0	7,1	0	20	4,2
Plomberie	0	0	5,9	0	0	0	2,1
Mécanique automobile	0	0	5,9	7,1	0	20	6,3
Couture/Broderie	100	80	76,5	64,3	0	80	68,8
Elevage	0	20	17,6	35,7	100	40	31,3
Agriculture	33,3	20	29,4	64,3	50,	60	43,8
Commerce/Transformation de produits agropastoraux	33,3	0	17,6	21,4	0	20	16,7

Source : Exploitation des données collectées

II.1.5 Centre de formation et relations de partenariat hors FNE

Dans les départements du Mayo Sava, Mayo Tsanaga, Diamaré et Mayo Danay, au moins 3 CF sur 5 n'entretiennent aucune relation de partenariat en dehors de celle avec le Fond National de l'Emploi (FNE). C'est l'inverse qui est observé dans le Logone et Chari et le Mayo Kani.

Sur cette question de partenariat, les responsables des CFont souligné l'absence de collaboration avec les chambres consulaires et les organisations patronales. Leurs principaux partenaires étant les artisans de la localité.

Tableau 5 :Répartition des CF en fonction du nombre de partenaires dont elles bénéficient des appuis

Nombre de partenaires	Département						Niveau régional
	Logone et Chari	Mayo Sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Mayo Kani	Mayo Danay	
Aucun partenaire	0	80,0	87,5	60	11,1	75	59,6
1 partenaire	75	20,0	0	13,3	22,2	12,5	15,8
2 partenaires	0	0	0	6,7	22,2	0	5,3
Plus de 2 partenaires	25	0	12,5	20	44,4	12,5	19,3
Total	100	100	100	100	100	100	100
Effectif	4	5	16	15	9	8	57

Source : Exploitation des données collectées

II.1.5 Répartition des centres de formations en fonction de leurs avis sur les profils d'employés recherchés par les entreprises de la localité

De l'avis des responsables des CF, le profil le plus recherché au niveau régional est celui relatif au domaine de la couture/broderie. Nous pouvons également remarquer que cette tendance s'observe aussi dans les départements du Logone et Chari, du Diamaré et du Mayo Tsanaga. Dans le Mayo Sava, nous avons la maçonnerie, la couture/broderie et l'agriculture. Dans le Mayo Kani, il s'agit de la maçonnerie, l'électricité du bâtiment, l'élevage et l'agriculture. S'agissant du Mayo Danay, l'on dénombre la menuiserie, la maçonnerie et la couture/broderie.

Tableau 6 : Avis (%) des CF sur les profils d'employés recherchés par les entreprises de la localité

Profils recherchés	Au niveau Départemental						Au niveau régional
	Logone et Chari	Mayo Sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Mayo Kani	Mayo Danay	
Secrétariat bureautique	75	40	33,3	27,3	0	0	29,5
Menuiserie	50	20	33,3	54,5	25	60	40,9
Maçonnerie	25	80	66,7	81,8	50	60	65,9
Electricité du bâtiment	25	20	0	18,2	50	0	13,6
Economie sociale et familiale	25	0	0	9,1	0	0	4,5
Soudure	0	60	53,3	27,3	0	0	31,8
Plomberie	0	60	53,3	27,3	0	0	31,8
Mécanique automobile	50	0	6,7	27,3	25	20	18,2
Menuiserie métallique	25	0	0	9,1	0	0	4,5
Couture/Broderie	100	80	86,7	90,9	25	60	79,5
Gestion de Micro-entreprises	0	0	6,7	0	0	0	2,3
Elevage	25	40	13,3	36,4	50	40	29,5

Profils recherchés	Au niveau Départemental						Au niveau régional
	Logone et Chari	Mayo Sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Mayo Kani	Mayo Danay	
Agriculture	25	80	33,3	36,4	50	20	38,6
Secrétariat comptable	0	0	0	9,1	0	20	4,5
Commerce/Transformation de produits agropastoraux	0	0	0	9,1	0	20	4,5

Source : Exploitation des données collectées

II.1.6 Avis sur les principales branches d'activité des entreprises de la localité

Les tendances observées à ce niveau sont presqu'identiques à celles du tableau 6.

Tableau 7 :Avis (%) des CF sur les principales branches d'activité des entreprises de la localité

Principales branches d'activité des entreprises de la localité	Département						Niveau régional
	Logone et Chari	Mayo Sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Mayo Kani	Mayo Danay	
Secrétariat bureautique	33,3	60,0	35,3	26,7	0,0	16,7	29,4
Menuiserie	33,3	20,0	17,6	33,3	20,0	16,7	23,5
Maçonnerie	33,3	40,0	70,6	66,7	20,0	16,7	52,9
Electricité du bâtiment	33,3	0,0	17,6	20,0	0	0	13,7
Soudure	0	80,0	29,4	26,7	0	16,7	27,5
Blanchisserie	0	0	5,9	6,7	0	0,0	3,9
Restauration	0	0	11,8	13,3	0	16,7	9,8
Plomberie	0	0	11,8	6,7	0	0	5,9
Mécanique automobile	0,0	0,0	17,6	13,3	0,0	16,7	11,8
Couture/Broderie	100,0	40,0	88,2	66,7	0,0	33,3	62,7
Elevage	33,3	20,0	41,2	66,7	80,0	100,0	56,9
Agriculture	33,3	60,0	47,1	73,3	80,0	100,0	64,7
Secrétariat comptable	0,0	20,0	0,0	6,7	0,0	0,0	3,9
Commerce/Transformation de produits agropastoraux	66,7	20,0	41,2	46,7	60,0	16,7	41,2

Source : Exploitation des données collectées

II.1.7 Nature du rapport entretenu avec le FNE

Les résultats montrent que la totalité des CF font bénéficier à leurs jeunes apprenants des avantages de l'immatriculation au FNE.

Tableau 8 : % des CF en fonction de la nature du rapport qu'ils entretiennent avec le FNE

Type de partenariat avec le FNE	Département						Niveau régional
	Logone et Chari	Mayo Sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Mayo Kani	Mayo Danay	
Octroi des stages	0,0	0,0	0,0	8,3	11,1	0,0	4,8
Renforcement des capacités	0,0	0,0	41,7	25,0	0,0	0,0	19,0
Immatriculation des jeunes	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Exploitation des données collectées

II.1.8 Démarche utilisée pour l'identification des besoins du marché

L'on peut remarquer que la majorité des CF passent généralement par une étude du milieu (observations) pour identifier les besoins du marché.

Tableau 9 : % des CF selon la démarche utilisée pour l'identification des besoins du marché

Méthodes d'identification	Département						Niveau régional
	Logone et Chari	Mayo Sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Mayo Kani	Mayo Danay	
Etude du milieu	100,0	80,0	58,8	78,6	100,0	100,0	80,0
Entretien avec les jeunes	50,0	40,0	58,8	42,9	57,1	0,0	43,6
Entretien avec les responsables d'entreprises	75,0	40,0	58,8	50,0	57,1	50,0	54,5

Source : Exploitation des données collectées

II.1.9 Les nouvelles spécialisations introduites depuis la survenance du conflit Boko-Haram en 2014

Les spécialisations introduites par les CF depuis la survenance du conflit Boko-Haram en 2014 sont principalement la broderie (50% des CF du Mayo Sava et 25% des CF du Diamaré), la couture (100% dans le Mayo Tsanaga et 25% dans le Diamaré), le secrétariat comptable et la maintenance des équipements informatiques (25% dans le Diamaré et 100% dans le Mayo Danay).

Tableau 10 : % des CF selon les nouvelles spécialisations introduites depuis la survenance du conflit Boko-Haram en 2014

Spécialisation	Au niveau départemental				Au niveau régional
	Mayo Sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Mayo Danay	
Broderie	50,0	0,0	25,0	0,0	25,0
Couture	0,0	100,0	25,0	0,0	25,0
Secrétariat comptable	0,0	0,0	25,0	100,0	25,0
Maintenance des équipements informatique_	0,0	0,0	25,0	100,0	25,0

Source : Exploitation des données collectées

II.1.10 Effet duconflit Boko-Haram sur le recrutement des formateurs et les jeunes apprenants

Comme principal effet du conflit Boko-Haram sur les formateurs et les jeunes des CF, l'on note le désistement.

Tableau 11 : % des CF selon le type d'effet du conflit Boko-Haram sur le recrutement des formateurs

Effets	Département						Niveau régional
	Logone et Chari	Mayo Sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Mayo Kani	Mayo Danay	
Aucun effet	50,0	80,0	88,2	81,3	88,9	75,0	81,4
Désistement	50,0	20,0	11,8	18,8	11,1	25,0	18,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Exploitation des données collectées

Tableau 12 : Répartition des CF selon le type d'effet qu'a eu le conflit Boko-Haram sur les candidats du centre

Effets	Département						Niveau régional
	Logone et Chari	Mayo Sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Mayo Kani	Mayo Danay	
Aucun effet	50,0	60,0	58,8	56,3	88,9	75,0	64,4
Désistement	50,0	40,0	41,2	43,8	11,1	25,0	35,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Exploitation des données collectées

II.1.11 Expression des besoins en termes de formation par les jeunes affectés par le conflit Boko-Haram

De l'entretien avec les responsables des CF, il ressort de manière globale que les jeunes ont besoin, non seulement des appuis en termes de subvention des micro-projets,mais aussi d'un accompagnement psychologique (pour ceux qui ont été victimes de traumatismes).

Tableau 13 : % des CF selon leurs avis sur les besoins en termes de formation des jeunes affectés par le conflit Boko-Haram

Besoins	Département						Niveau régional
	Logone et Chari	Mayo Sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Mayo Kani	Mayo Danay	
Subvention des micro-projets	50,0	75,0	82,4	69,2	50,0	100,0	74,5
Gestion des micro-entreprises	0,0	0,0	17,6	0,0	0,0	0,0	5,9
Montage de projets	0,0	0,0	11,8	0,0	0,0	0,0	3,9
Renforcement des spécialisations	25,0	25,0	29,4	30,8	0,0	42,9	27,5
Accompagnement psychologique	100,0	75,0	52,9	53,8	0,0	28,6	49,0
Subvention des formations	25,0	50,0	64,7	53,8	16,7	57,1	51,0

Source : Exploitation des données collectées

II.1.12 Rôle des centres de formation dans la lutte contre l'extrémisme violent

Comme l'illustre le tableau 14, au niveau régional, plus de 96% des CF sont conscient de leur devoir de diffusion de la paix et d'entretiendu dialogue. Cette tendance est également observée au niveau de chaque département à l'exception du Département du Mayo Kani où cette proportion est de 77,8%.

Tableau 14 : Prise de conscience (%) des centres de formation dans la diffusion de la paix et l'entretien du dialogue

Le CF est conscient de son devoir de diffusion de la paix et d'entretenir le dialogue	Département						Niveau régional
	Logone et Chari	Mayo Sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Mayo Kani	Mayo Danay	
Oui	100,0	100,0	100,0	100,0	77,8	100,0	96,6
Non	0,0	0,0	0,0	0,0	22,2	0,0	3,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Exploitation des données collectées

Les statistiques révèlent quede manière globale, les CF suggèrent trois (03) principalesactionspour diffuser des valeurs de paix et de dialogue dans les formations offertes. Il s'agit des causeries éducatives, des activités culturelles et sportives et de l'enseignement de l'Education Civique et Morale (ECM). Au niveau régional, le moyen le plus exprimé par les CF est la causerie éducative, suivi des activités culturelles et sportives.

Une analyse par département révèle que dans le Logone et Chari, le Mayo Sava, le Mayo Tsanaga, et le Mayo Danay, les deux (02) moyens de diffusion des valeurs de paix et de dialogue les plus expriméspar les CF sont les causeries éducatives et les activités culturelles et sportives tandis que dans le Diamaré et le Mayo Kani, les deux (02) moyens les plus exprimés sont les causeries éducatives et l'ECM.

Tableau 15 : % des actions suggéré par les centres de formation pour la diffusion de la paix et l'entretien du dialogue par département

	Département						Niveau régional
	Logone et Chari	Mayo Sava	Mayo Tsanaga	Diamaré	Mayo Kani	Mayo Danay	
Causerie éducative	100	60,0	47,1	81,3	100,0	87,5	73,7
Activités culturelles et sportives	75	60,0	70,6	50,0	0,0	100,0	59,6
Enseignement d'Education Civique et Morale	25,0	40,0	41,2	62,5	42,9	50,0	47,4

Source : Exploitation des données collectées

II.2 LES BESOINS EN FORMATION PROFESSIONNELLE

II.2.1 Situation professionnelle des jeunes

Seulement 29,5% des jeunes exercent une activité génératrice de revenus dont la grande majoritairement dans les domaines de l'agriculture (59,1%), du commerce (48,9%) et de l'élevage (18,4%). Parmi ces derniers, 71,4% affirment que les activités exercées ont nécessités un apprentissage dans des domaines particuliers.

Dans l'échantillon d'étude, seulement le quart prétend avoir fait une formation professionnelle de courte durée permettant d'acquérir un savoir-faire ; ces derniers ont pour la plupart un niveau d'étude du secondaire général (39%) et ont optés pour des formations portant pour la grande majorité dans les domaines tels que la couture,l'informatique et l'humanitaire. Ces derniers ont évoqué comme élément motivateur du choix de leur formation les besoins d'insertion socio-professionnelle (25%), la passion (25%) et la volonté de créer une association (18%). En termes de perspectives, 80% des jeunes ont l'intention de faire une formation plus approfondie, 61% ambitionnent chercher un emploi dans une autre région du pays contre 50% qui voudront se mettre à leur propre compte.

Par ailleurs, près du quart des jeunes ayant suivi une formation de courte durée l'ont fait dans les domaines autres que ceux souhaités au départ ceci principalement à cause des contraintes financières (36,4%), et les difficultés à s'insérer dans le monde professionnel.

II.2.2 Les besoins en formation exprimés par les jeunes de l'échantillon

Les domaines majoritairement souhaités par lesjeunes sont la médecine (36,4%), l'informatique (22,7%) et la couture (18,2%).En outre, la grande majorité (81,7%) trouve nécessaire de suivre une formation courte durée notamment dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, la couture et l'informatique pour mieux s'insérer dans leur milieu. En effet, ces derniers prétendent que ce sont les domaines de métiers porteurs dans leur localité à partir de leurs observations et de leur entourage.

Par ailleurs, seulement 46,2% des jeunes interrogés ont déjà entendu parler d'un CMPJ ou d'une SAR/SM ceci majoritairement à travers l'entourage.

Pour ce qui est de la crise sécuritaire, près de la moitié des jeunes ont été affectés par cette dernière avec des conséquences sur leurs études (43,3%) et les activités socioprofessionnelles (30,5%).

II.3 ANALYSE SWOT DE L'OFFRE ET DES BESOINS EN FORMATION PROFESSIONNELLE

Le tableau ci-après présente une analyse SWOT de l'offre et des besoins en formation professionnelle des jeunes de la région de l'Extrême-Nord.

FORCES (STRENGHT)	FAIBLESSES (WEAKNESSES)
• Aménagement des infrastructures des centres de formation • Formation basée sur l'étude du milieu • Diffusion des valeurs de paix et de dialogue dans la formation des apprenants	• Insuffisance et sous équipement des ateliers de formation et des centres multimédia • Non aménagement des sites d'expérimentation des techniques agropastorales • Absence de formation en montage et gestion des projets • Insuffisance des ressources pour le suivi post formation • Absence d'un suivi psychologique des apprenants affectés par le conflit Boko Haram • Insuffisance de formateur dans certaines spécialités porteuses (entreprenariat, infographie, secrétariat comptable) • Non alimentation de certains centres de formation en eau et en électricité • Vétusté du mobilier de bureau

OPPORTUNITES (OPPORTUNITIES)	**MENACES (THREATS)**
• Volonté politique de résorber le chômage des jeunes ; • Existence des textes réglementaires encadrant la formation professionnelle au Cameroun ; • Mobilisation des forces de défense dans larégion	• Crise sécuritaire dans la région ; • Désistement des formateurs et des apprenants dans certaines localités

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'étude sur « Evaluation de l'offre et des besoins en formation professionnelle des jeunes dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun » a révélé les informations suivantes :

- 19 CF ne sont pas opérationnels ;
- certains centres de formation sont logés soit au sein des sous-préfectures de l'arrondissement de céans, soit au sein de la Délégation départementale du MINJEC du territoire (CMPJ de Guidiguis, de NarkiLimani, de Gobo, de Tchatibali) ;
- la subvention des capacités de formation(construction et équipement des ateliers et des centres multimédia) représente le besoin le plus exprimé par les centres de formations ;
- les formations les plus répandues concernent le secrétariat bureautique, la menuiserie, la maçonnerie, l'électricité du bâtiment, la gestion de micro-entreprises, l'élevage et l'agriculture ;
- la couture/broderie figure parmi les spécialisations les plus riches en opportunités d'emploi ;
- les formations en entreprenariat suggérée par les centres de formations concernent le montage et la gestion des projets ;
- l'étude du milieu est la démarche la plus utilisée pour identifier les besoins du marché ;
- les contraintes financières et les difficultés d'insertion professionnelle influencent le choix du type de formation à effectuer ;
- lescentres de formation sont conscient de leur devoir de diffusion de la paix et d'entretiendu dialogue ;
- lescentres de formation suggèrent trois (03) principalesactionspour diffuserles valeurs de paix et de dialogue dans les formations offertes : les causeries éducatives, les activités culturelles et sportives et, l'enseignement de l'Education Civique et Morale ;
- les formations en agriculture, élevage, couture et informatique sont les plus désirés par les jeunes ;
- la crise sécuritaire a eu des conséquences sur les études et les activités socioprofessionnelles des jeunes.

De ce qui précède, l'étude formule les principales recommandations ci-après :

❖ **A l'État :**

1. mettre sur pied, soue l'égide du MINFOP, une plateforme de coordination des actions en faveur de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes entre tous les départements ministériels en charge de cette problématique ;

2. sensibiliser les jeunes à travers les Technologies de l'Information et de la Communication sur l'importance des CF dans l'acquisition des compétences professionnelles ;
3. accélérer la mise en place des centres de formation dans les arrondissements où il n'en existe pas ;
4. renforcer les formations dans le domaine agropastorale ; informatique et couture ;
5. inscrire dans les plans de formation des CF, des spécialisation en montage et gestion des projets ;
6. introduire dans les plans de formations des cours de pratique de l'une des deux langues officielles ;
7. aménager des sites d'expérimentation des techniques d'agriculture et d'élevage ;
8. lutter contre l'extrémisme violent en introduisant dans la formation des apprenants des actions liées aux causeries éducatives, activités culturelles et sportives ainsi qu'à l'enseignement de l'Education Civique et Morale.

- **Aux organisations patronales :**Etablir un partenariat avec les CF ;
- **Aux autorités religieuses et leaders d'opinion**Sensibiliser les jeunes sur la nécessité d'acquérir un savoir-faire à travers les CF.

ANNEXE

Graphique 1 : Départements de la région de l'Extrême-Nord

Tableau 1a : Organisation administrative de la région de l'Extrême-Nord

DEPARTEMENTS	ARRONDISSEMENTS	DEPARTEMENTS	ARRONDISSEMENTS
DIAMARE	Maroua 1	MAYO-DANAY	Yagoua
	Maroua 2		Guéré
	Maroua 3		Maga
	Dargala		Wina
	Ndoukoula		Vélé
	Gazawa		Kai-kai
	Pette		Gobo
	Bogo		Kar-Hay
	Méri		Datcheka
LOGONE-ET-CHARI	Kousseri		Tchatibali
	Zina		Kalfou
	Logone-Birni	MAYO-TSANAGA	Mokolo
	Waza		Soulede-Roua
	Makary		Bourrha
	Darak		Koza
	Goulfey		Hina
	Blangoua		Mogodé
	Fotokol		Mayo-Moskota
	Hile-Halifa	MAYO-KANI	Kaélé
MAYO-SAVA	Mora		Guidiguis
	Tokombéré		Moutourwa
	Kolofata		Porhi
			Taibong
			Mindif
			Moulvoudaye

Source : Décret N°2010/198 du 16 juin 2010 portant érection des districts en arrondissements

Tableau : Localisation des CMPJ et SAR/SM de la Région de l'Extrême-Nord

Département	Centre de formation	Localisation	Observations
DIAMARE	CMPJ Régional de l'Extrême-Nord	Quartier Djarengol situé près de la Délégation Régionale du MINRESI non loin de l'antenne régionale du FEICOM	
	CMPJ DIAMARE	Avenu du renouveau à Domayo face antenne CAMERCO	
	CMPJ Maroua 1	Face camp SIC de DOMAYO entre le tribunal de grande instance du DIAMARE et la délégation départementale de la communication	Logé au sein de la DAJEC de MAROUA 1er
	CMPJ Maroua 2	Quartier FASSAO près du complexe sportif	Pas de local construit pour abriter le centre
	CMPJ Maroua 3	Carrefour avenu des banques entre la commune de Maroua 3eme et la préfecture	Logé au sein de la sous-préfecture
	CMPJ Dargala	Logé proche de la résidence du sous-préfet au quartier résidentiel	
	CMPJ Ndoukoula	En face de la sous-préfecture au quartier administratif	Bâtiment alloué par les autorités locales (ancienne sous-préfecture)
	CMPJ Gazawa	Pas de local, bureau octroyé par la commune situé à l'ancienne commune	
	CMPJ Pette	Pas de local	Mène les activités au centre des métiers GIC des femmes
	CMPJ Bogo	Situé au centre administratif en face de la résidence du sous-préfet	Mis à la disposition du MINJEC par les autorités locales
	CMPJ Méri	Derrière la commune de MERI non loin de la sous-préfecture	Centre administratif
	SAR/SM de Bogo	Situé près du lycée classique de BOGO non loin du CMPJ	
	SAR/SM de Gazawa		
	SAR/SM de Maroua	Transformé en Centre d'Apprentissage aux métiers depuis fin 2019	
	SAR/SM de Méri	Quartier MAYO BALI non loin de la chefferie de 3eme degré	
	SAR/SM de Petté	Face à l'hôpital de district de PETTE près du (marché central)	
LOGONE-ET-CHARI	CMPJ LOGONE-ET-CHARI	Situé à environ 50m du carrefour TOTAL	
	CMPJ Kousseri		Pas de local construit pour abriter le centre
	CMPJ Zina		Pas de local construit pour abriter le centre

	CMPJ Logone-Birni	Au centre administratif non loin de la mairie	
	CMPJ Waza	Quartier Walaza, à côté de la Préfecture	
	CMPJ Makary	Au centre administratif près de la base du PAIC	
	CMPJ Darak	Pas De local	Basé à la sous-préfecture de DARAK au quartier DJOUKOUL
	CMPJ Goulfey	Situé derrière la tribune de Goulfey	Non loin de la mairie de Goulfey
	CMPJ Blangoua	Pas de local construit pour abriter le centre	Mène les activités au CEFAVIA situé à l'entrée de la ville de BLANGOUA
	CMPJ Fotokol		Pas de local construit pour abriter le centre
	CMPJ Hile-Halifa		Pas de local construit pour abriter le centre
	SAR/SM de Logone-Birni	Situé au quartier Marouaré près sur la route de KOUSSERI	
	SAR/SM de Kousseri	Situé au quartier WALLY en face du marché de mil vers ENEO	
	SAR/SM de Darak	Quartier DARAK Centre situé en face du CES BILINGUE de DARAK	
	SAR/SM de Makary	Au centre administratif a environ 50 m de la sous-préfecture de MAKARY	
MAYO-SAVA	CMPJ MAYO-SAVA	Ancien campement, près du Camp de la Force Multinationale Mixte	
	CMPJ Mora	Près de la Sous-préfecture de Mora	
	CMPJ Tokombéré	Entre le carrefour brigade et la permanence du RDPC	Pas encore en fonctionnement
	CMPJ Kolofata	Pas de local	Présence d'un site non construit (pas de projet en cours)
	SAR/SM de Mada-Kolcoch	Derrière le lycée de Galaga	
	SAR/SM de Mora	Derrière la base de la Force Multinationale Mixte	
	SAR/SM de Narki-Limani	Derrière la base de la Force Multinationale Mixte	Centre délocalisé vers le site de la SAR/SM de Mora
MAYO-DANAY	CMPJ MAYO-DANAY	Entre la CNPS et la Délégation départementale des Travaux Publics	
	CMPJ Yagoua	Yagoua, quartier Hekle	
	CMPJ Guéré	Au centre administratif près de la mairie	
	CMPJ Maga	Maga, quartier résidentiel	

	CMPJ Wina	A l'entrée de la ville	
	CMPJ Vélé		
	CMPJ Kai-kai		
	CMPJ Gobo	Logé à la Sous-préfecture de Gobo	Pas de local propre
	CMPJ Kar-Hay		Pas de local construit pour abriter le centre
	CMPJ Datcheka		Pas de local construit pour abriter le centre
	CMPJ Tchatibali	Logé au Télé centre de Tchatibali quartier OURO DJAORO	
	CMPJ Kalfou	A côté de l'hôpital de district	
	SAR/SM de Doukoula Kar-Hay	Quartier Djondom	
	SAR/SM de Yagoua	Centre administratif, en face de la croix rouge	
	SAR/SM de Maga	Quartier Massarare, près de la SEMRY	
	SAR/SM de Gobo		
	SAR/SM de Bangana		
MAYO-TSANAGA	CMPJ MAYO-TSANAGA	Carrefour marché, situé entre le tribunal, la préfecture et l'axe principal du marché central	
	CMPJ Mokolo	Situé à la sortie de ZAMAI à côté de l'école publique construis par le HCR non loin du camp des déplacés	Implanté hors de la ville de MOKOLO dans la localité de Zamai a quelques kilomètres
	CMPJ Soulede-Roua		Pas de local construit pour abriter le centre
	CMPJ Bourrha	Quartier administratif entre la brigade de Gendarmerie et le poste de contrôle forestier	Basé à la sous-préfecture de BOURHA. Pas de local
	CMPJ Koza	Au centre administratif non loin de la SAR/SM	
	CMPJ Hina	En face de la SAR/SM de HINA au quartier WOLORDE	
	CMPJ Mogodé		Pas de local construit pour abriter le centre
	CMPJ Mayo-Moskota		Pas de local construit pour abriter le centre
	SAR/SM de Bourha	Situé à l'entrée de la ville, sur la route de TCHEVI près du CEITIC de BOURHA	Isolé de la ville
	SAR/SM de Hina	Face du CMPJ de HINA	
	SAR/SM de Koza	Situé au centre administratif de KOZA face à la sous-préfecture et IAEB	
	SAR/SM de Mokolo	Situé entre le lycée classique de MOKOLO et l'hôpital régional annexe de MOKOLO	Plus ancienne SAR/SM du département
	SAR/SM de Mozogo	Situé à l'entrée de la ville de MOZOGO	Premier bâtiment a la droite

	SAR/SM de Rhumsiki	Non loin du campement à sur la route de MOGODE	
	SAR/SM de Soulédé	Pas de local	
	SAR/SM de Tourou	A environ 500 m du camp de la base du 42eme BIM	
	SAR/SM de Zamaï	Près de l'ancienne GENDARMERIE sur la route du camp des réfugiés de MINAWAO	
	SAR/SM de Zidim	A l'entrée de la ville près de l'hôpital privé de ZIDIM	
MAYO-KANI	CMPJ MAYO-KANI		
	CMPJ Kaélé	Quartier Foubéré, au carrefour Kaélé	
	CMPJ Guidiguis	Enceinte de la Sous-préfecture de	Pas de local propre
	CMPJ Moutourwa	En face de la Mairie de Moutourwa	Absence d'apprenants, du matériel de fonctionnement. Les jeunes refusent de venir au Centre
	CMPJ Porhi	Pas de local construit pour abriter le centre	
	CMPJ Taibong	Pas de local construit pour abriter le centre	Pas d'apprenants, de formateurs ni d'outils de travail
	CMPJ Mindif	Centre Administratif	Pas d'apprenants, de formateurs ni d'outils de travail
	CMPJ Moulvoudaye	Batment d'emprunt près de la mairie de MOULVOUDAYE	
	CMPJ Goundaye	Pas de local construit pour abriter le centre	
	CMPJ Dziguilao	Quartier administratif, en face de la Sous-préfecture	
	SAR/SM Goundaye	100 m du carrefour, face à l'école maternelle au quartier Résidentiel	
	SAR/SM Guidiguis	En venant de Yagoua, entre l'école islamique et la sortie de la ville	
	SAR/SM Kaélé	Quartier Foubéré, entre la SODECOTON et l'ENIEG de Kaélé	
	SAR/SM Mindif	Entre le lycée classique et le lycée technique	
	SAR/SM Dziguilao	Situé à côté de du centre culturel au quartier joli soir	

Méthode d'échantillonnage

1.1. Taille de l'échantillon

Comme pour toute enquête par sondage, la détermination de la taille de l'échantillon dépend principalement de la précision souhaitée des estimateurs et du coût en temps et en argent de la collecte.

Dans le cadre de cette étude, le niveau de confiance est fixé à 95 % pour les proportions estimées, et le niveau de précision à d=6% ; ce qui donnerai une taille minimale de

$$n \geq \frac{f(1-f)}{\frac{d^2}{z^2_{1-\frac{\alpha}{2}}} + \frac{f(1-f)}{N}} = 246$$

Où f est un indicateur (proportion : f=0,5 maximisant le terme f(1-f)) utilisé pour déterminer la précision.

Par la suite, en faisant varier les effets de sondage de 1 à 2 et pour un taux de non réponse de 2,5 %, la taille de l'échantillon final est donc de 274 individus.

1.2. Population cible et plan de sondage

La population cible de l'enquête sur les besoins de formation est constituée de l'ensemble des jeunes 10-35 ans des 6 départements de la région de l'extrême nord. Etant donné l'indisponibilité de la liste exhaustive de ces jeunes, l'échantillon de cette enquête est un échantillon aléatoire, stratifié.

- La stratification à priori par les départements permet d'améliorer la représentativité ;
- Dans chaque strate, les individus sont tirés de manière systématique car les bases de sondage sont absentes par strate. La répartition du nombre d'individus tirés dans chaque département est consignée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1: Répartition des jeunes par département

Départements	DIAMARE	LOGONE ET CHARI	MAYO-DANAY	MAYO-KANI	MAYO-SAVA	MAYO-TSANAGA	*Total*
Nombre de jeunes par département	*359 367*	*256 749*	*331 388*	*214 540*	*198 670*	*364 402*	*1 725 116*
Nombre de jeune à tirer par département	*57*	*41*	*53*	*34*	*32*	*58*	*274*

ÉVALUATION DE L'OFFRE ET DES BESOINS EN FORMATION PROFESSIONNELLEDES JEUNES DANS LA REGION DE L'EXTREME-NORD DU CAMEROUN

- QUESTIONNAIRE CENTRE DE FORMATION–

Bonjour. Je m'appelle _____et je travaille pour le Centre africain d'Etudes Internationales Diplomatiques Economiques et Stratégiques (CEIDES). Dans le cadre d'un partenariat avec le Programme d'Appui à l'Initiative Communautaire (PAIC), nous effectuons en ce moment, une étude dans la région de l'Extrême-Nord sur l'offre et les besoins en formation technique et professionnelle des jeunes. Nous souhaiterions que vous participiez à cette étude. L'entretien dure habituellement entre 25 et 30 minutes.

Toutes les informations que vous nous fourniriez resteront strictement confidentielles conformément à la loi N°91/023 du 16 décembre 1991 relative aux recensements et enquêtes statistiques.

Puis-je commencer l'entretien maintenant ?

SECTION 0 : GENERALITES

0.1 EQUIPE DE COLLECTE

	FONCTION	A. NOM(S) ET PRENOM(S)	B.CODE	C. DATE (JJ/MM)
Q01.1	Agent enquêteur			|__|__|/|__|__|/|_2_|_0_|
Q01.2	Contrôleur			|__|__|/|__|__|/|_2_|_0_|
Q01.3	Numéro du questionnaire	|___|___|___|___|___|___|		
Q01.4	Nom du Centre	……		
Q01.5	Numéro du centre	|___|___|___|		
Q01.6	Résultat de la collecte	|___|	1= Collecte complète 2= Collecte incomplète	
Q01.7	Si enquête incomplète, préciser la raison	|___|	1. Refus 2. Responsable indisponible pendant la durée de l'opération	

0.2 EQUIPE DE SAISIE

	FONCTION	D.NOM(S) ET PRENOM(S)	E. CODE	F. DATE (JJ/MM)
Q02.1	Agent de saisie			|__|__|/|__|__|/|_2_|_0_|

Q02.2	Résultat de la saisie	|___|	1= Saisie complète 2= Saisie incomplète
Q02.3	Si saisie, incomplète, préciser la raison	|___|	1. Collecte incomplète 2. Autre à préciser……..

0.3 CORRESPONDANT DANS LE CENTRE DE FORMATION

Q03.1	Nom(s) et prénom(s)	……	
Q03.2	Fonction	|___|	1. Directeur/ Chef Centre 2. Directeur adjoint/ Chef Centre adjoint 3. Autre responsable à préciser……..
Q03.3	Tél1 :…… E-mail :……		

SECTION 1 : IDENTIFICATION DU CENTRE

Q1.1	Numéro du centre	|___|___|___|	
Q1.2	Type de structure (Si 2, allez à Q1.4)	|___|	1. Publique 2. Privé
Q1.3	Quel est le Ministère de tutelle ?	|___|	1. MINJEC 2. MINFOP 3. Autres à préciser……
Q1.4	Le centre formation dispose-t-elle d'un agrément pour fonctionner ?	|___|	1. Oui 2. Non
Q1.5	Département	|___|	1. Logone-et-Chari 2. Mayo Sava 3. Mayo-Tsanaga 4. Diamaré 5. Mayo Kani 6. Mayo-Danay

Q1.6	Arrondissement	|__|__|__|	1.1 Kousseri 1.2 Zina 1.3 Logone-Birni 1.4 Waza 1.5 Makary 1.6 Darak 1.7 Goulfey 1.8 Blangoua 1.9 Fotokol 1.10 Hile-Halifa	2.1 Mora 2.2 Tokombéré 2.3 Kolofata	3.1 Mokolo 3.2 Soulede-Roua 3.3 Bourrha 3.4 Koza 3.5 Hina 3.6 Mogodé 3.7 Mayo-Moskota
			4.1 Maroua 1 4.2 Maroua 2 4.3 Maroua 3 4.4 Dargala 4.5 Ndoukoula 4.6 Gazawa 4.7 Pette 4.8 Bogo 4.9 Méri	5.1 Kaélé 5.2 Guidiguis 5.3 Moutourwa 5.4 Porhi 5.5 Taibong 5.6 Mindif 5.7 Moulvoudaye	6.1 Yagoua 6.2 Guéré 6.3 Maga 6.4 Wina 6.5 Vélé 6.6 Kai-Kai 6.7 Gobo 6.8 Kar-Hay 6.9 Datcheka 6.10 Tchatibali 6.11 Kalfou

Q1.7	Ville/Village/Localité :……		
Q1.8	Repère :(Quartier/Lieu-dit/Point de repère) ……..		
Q1.9	B.P :	Tél1:…… Tél2 :…….	E-mail :…… Site web :……
Q1.10	Date de création du Centre ……		

SECTION 2 : PROFIL DES FORMATEURS

Q2.1	Combien de formateurs dispensent des cours au sein du Centre ?	|__|__| Sexe féminin

		|__|__| Sexe masculin	
Q2.2	Combien de formateurs sont de religion ?	|__|__| Musulman |__|__| Catholique |__|__| Protestant |__|__| Pentecôtiste |__|__| Animiste |__|__| Autres à préciser	
Q2.3	Quel est le mode de recrutement des formateurs au sein du Centre (cochez la case correspondance)?	Sur concours Etude de dossier Autres à préciser……..	|__| |__| |__|
Q2.4	Combien de formateursexercent dans le secteur privé?	|__|__|	

SECTION 3 : ENVIRONNEMENT EXTERIEUR DU CENTRE

Q3.1	Combien d'entreprises existe-t-il dans la Région/ le Département/ l'Arrondissement/ la localité ?	|__|	1. moins de 10 2. Entre 11 et 50 3. Entre 51 et 100 4. Plus de 100
Q3.2	Quels sont, selon vous, les profils d'employés recherchés par les entreprises de la Région/ du Département/ de l'Arrondissement/ de la localité ? (lister les profils)	1…….. 2. …… 3…….. 4…….. 5…….. 6…….. 7…….. 8……..	9. …….. 10…….. 11. ……. 12. ……. 13. ……. 14. ……. 15. …….

Q3.3	Quelles sont, selon vous, les principales branches d'activité des entreprises de la Région/ du Département/ de l'Arrondissement/ de la localité ? (lister les branches d'activité)	1……... 2. ……. 3. ……... 4. ……... 5. ……... 6. ……... 7. ……... 8. ……...	9. ……... 10……... 11. ……. 12. ……. 13. ……. 14. ……. 15. …….
Q3.4	Parmi les branches d'activité citées à Q3.3, quelles sont, selon vous, les plus prometteurs en termes d'opportunités d'emploi ? (lister les branches d'activité)	1……... 2. …… 3. ……... 4. ……... 5. ……... 6. ……... 7. ……... 8. ……...	9. ……... 10……... 11. ……. 12. ……. 13. ……. 14. ……. 15. …….
Q3.5	Parmi les branches d'activité sus-citées, quelles sont, selon vous, les plus prometteurs en terme de diversification de l'économie/ d'accès au marché/au commerce? (lister les branches d'activité)	1……... 2. ……. 3. ……. 4. ……... 5. ……... 6. ……... 7. ……... 8. ……...	9. ……... 10……... 11. ……. 12. ……. 13. ……. 14. ……. 15. …….

Q3.6	Parmi les structures ci-après, quelles sont celles avec qui le Centre est en partenariat ? le FNE, la CCIMA, le CAPEF, les Organisations patronales (GICAM, MECAM, ECAM)(Cocher la case correspondante)	|__| FNE |__| CCIMA |__| CAPEF |__| Organisations patronales (GICAM, MECAM, ECAM)	
Q3.7	Quelle est la nature des rapports du Centre avec ces structures (cochez la case correspondante)?	1. FNE	|__|Renforcement des capacités |__| Soutien logistique |__| Offre de stage |__| Recrutement |__| Assistance financière |__| Autres à préciser……
		CCIMA	|__|Renforcement des capacités |__| Soutien logistique |__| Offre de stage |__| Recrutement |__| Assistance financière |__| Autres à préciser……
		CAPEF	|__|Renforcement des capacités |__| Soutien logistique |__| Offre de stage |__| Recrutement |__| Assistance financière |__| Autres à préciser……

		Organisations patronales (GICAM, MECAM, ECAM)	|__|Renforcement des capacités |__| Soutien logistique |__| Offre de stage |__| Recrutement |__| Assistance financière |__| Autres à préciser……
Q3.8	Le Centrea t-il d'autres partenaires? (Lister les partenaires)	|__|__|	1……... 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. …… 8. ……... 9. ……... 10……... 11. …… 12. ……. 13. ……. 14. ……. 15. …….
Q.3.9	Quelles sont leurs branches d'activité ? (Lister les branches d'activité)		1……... 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. …… 8. ……... 9. ……... 10……... 11. …… 12. ……. 13. ……. 14. ……. 15. …….

SECTION 4 : ENVIRONNEMENT INTERNE DU CENTRE

Q.4.1	Quel est l'effectif à date des jeunes de votre structure ?	|__|__| Sexe féminin |__|__| Sexe masculin

		Sexe féminin	Sexe masculin
Q.4.2	Quel est l'effectif à date des jeunes par tranche d'âges et par sexe des jeunes de votre structure ?	|___|___|___| [10, 14[|___|___|___| [15, 19[|___|___|___| [20, 24[|___|___|___| [25, 29[|___|___|___| [30, 34[	|___|___|___| [10, 14[|___|___|___| [15, 19[|___|___|___| [20, 24[|___|___|___| [25, 29[|___|___|___| [30, 34[
Q.4.3	Quel est l'effectif à date des jeunes de votre structure selon le niveau d'instruction ?	|___|___|___| Sans niveau |___|___|___| CEP |___|___|___| FSLC |___|___|___| BEPC/ CAP/GCE O/L |___|___|___| Probatoire	|___|___|___| BAC |___|___|___| GCE A/L |___|___|___| Licence |___|___|___|Master
Q.4.4	Quel est l'effectif à date des jeunes de votre structure vivants avec un handicap physique ?	|___|___|___| Handicap moteur |___|___|___| Handicap visuel |___|___|___| Handicap auditif |___|___|___| Handicap langagier	
Q.4.5	Quelles sont les spécialisations qu'offre le centre formation ? (lister les spécialisations)	1…… 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. …… 8. …… 9. …… 10. ……	11. …… 12. …… 13. …… 14. …… 15. …… 16. …… 17. …… 18. …… 19. …… 20. ……
Q.4.6	Parmi les spécialisations sus-citées, quelles sont, selon vous, les plus	1…… 2. ……	7. …… 8. ……

	prometteurs ? (lister les spécialisations)	3. …… 4. …… 5. …… 6. ……	9. …… 10. …… 11…… 12. ……
Q.4.7	Le centre formation offre-t-elle des spécialisations dans les TIC ? **Si Non, allez à Q.4.9**	|__|	1. Oui 2. Non
Q.4.8	Lesquelles ? (lister les spécialisations)**allez à Q.4.10**	1……... 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. …… 8. ……...	9. ……... 10……... 11. …… 12. …… 13. …… 14. …… 15. ……
Q.4.9	Pourquoi ? (lister les motifs)	1……... 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. …… 8. ……...	9. ……... 10……... 11. …… 12. …… 13. …… 14. …… 15. ……
Q.4.10	Y a-t-il des spécialisations dans le domaine des TIC que le centre formation souhaiterait offrir ? **Si**	|__|	1. Oui 2. Non

	Non, allez à Q.4.13		
Q.4.11	Lesquels ? (lister les spécialisations)	1……... 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. ……	8. ……... 9……... 10. …… 11. ……. 12. ……. 13. ……. 14. …….
Q.4.12	Quels sont les besoins du Centre au sujet des spécialisations dans le domaine des TIC ? (cochez la case correspondance)	|__|Renforcement des capacités |__| Soutien logistique |__| Autres à préciser……	
Q.4.13	Le Centre offre-t-il des spécialisations dans le domaine de l'entrepreneuriat ? **Si Oui, allez à Q.4.15**	|__|	1. Oui 2. Non
Q.4.15	Lesquels ? (lister les spécialisations)	1……... 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. …… 8. ……...	9. ……... 10……... 11. …… 12. ……. 13. ……. 14. ……. 15. …….
Q.4.16	Quels sont les besoins du Centre au sujet des spécialisations dans le domaine de l'entrepreneuriat ?	|__|Renforcement des capacités |__| Soutien logistique |__| Autres à préciser……	

Q.4.17	Quelles sont les spécialisations dans le domaine de l'entrepreneuriat que le centre formation souhaiterait offrir?	1……... 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. …… 8. ……...	9. ……... 10……... 11. …… 12. ……. 13. ……. 14. ……. 15. …….
Q.4.18	L'offre de formation du Centre répond-t-elle, selon vous, à la demande du marchéde la Région/ du Département/ de l'Arrondissement/ la localité ?	|__|	1. Oui 2. Non
Q.4.19	Comment le centre formation identifie-t-il les besoins du marchéde la Région/ du Département/ de l'Arrondissement/ la localité?	1……... 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. …… 8. ……...	9. ……... 10……... 11. …… 12. ……. 13. ……. 14. ……. 15. …….
Q.4.20	Depuis la survenance du conflit Boko-haram en 2014, le Centre offre-t-il de nouvelles spécialisations?**Si Non, allez àQ.4.22**	|__|	1. Oui 2. Non
Q.4.21	Lesquels ? (lister les nouvelles spécialisations)	1…… 2. ……	11. …… 12. ……

		3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. …… 8. …… 9. …… 10. ……	13. …… 14. …… 15. …… 16. …… 17. …… 18. …… 19. …… 20. ……
Q.4.22	Le conflit Boko-haram a-t-il eu des effets sur le recrutement des formateurs ? **Si Non, allez àQ.4.24**	|__|	1. Oui 2. Non
Q.4.23	Lesquels ? (préciser les effets)	1……... 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. …… 8. ……...	9. ……... 10……... 11. …… 12. ……. 13. ……. 14. ……. 15. …….
Q.4.24	Le conflit Boko-haram a-t-il eu des effets sur les candidats du Centre ? **Si Non, allez àQ.4.26**	|__|	1. Oui 2. Non
Q.4.25	Lesquels ? (préciser les effets)	1……... 2. …… 3. …… 4. ……	6. …… 7. …… 8. ……... 9. ……...

		5. ……	10……...
Q.4.26	Quels sont, selon vous, les besoins en termes de formation des jeunes affectés par le conflit Boko-haram ? (lister les besoins)	1……... 2. …… 3. …… 4. …… 5. ……	6. …… 7. …… 8. ……... 9. ……... 10……...
Q.4.27	Saviez-vous que les Centres de formation professionnelle devraient contribuer à diffuser la culture de la paix et le dialogue ? **Si Non, allez àQ.4.29, Si Oui continuer**	|__|	1. Oui 2. Non
Q.4.28	De quelle manière cet aspect est intégré dans la formation ?	1……... 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. …… 8. ……...	9. ……... 10……... 11. …… 12. ……. 13. ……. 14. ……. 15. …….
Q.4.29	Que faudrait faire, selon vous, pour intégrer la culture de la paix et le dialogue dans la formation ?	1……... 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. ……	9. ……... 10……... 11. …… 12. ……. 13. ……. 14. ……. 15. …….

		8. ……...	
Q.4.30	Quels sont les besoins du Centre dans l'exercice quotidien de ses activités ? (lister les besoins)	1…… 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. …… 8. …… 9. …… 10. ……	11. …… 12. …… 13. …… 14. …… 15. …… 16. …… 17. …… 18. …… 19. …… 20. ……
Q.4.31	Quelles mesures, selon vous, peuvent être prises pour améliorer la performance du Centre ? (lister les mesures)	1……... 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. …… 8. ……...	9. ……... 10……... 11. …… 12. ……. 13. ……. 14. ……. 15. …….
Q.4.32	Le centre formation offre-t-il des formations sur le montage des business plan ?**SiOui, allez à Q.4.34**	|__|	1. Oui 2. Non
Q.4.33	Quelles mesures, selon vous, peuvent être prises pour introduire ce cours dans les programmes de formation ? (lister les mesures)	1……... 2. …… 3. …… 4. ……	9. ……... 10……... 11. …… 12. …….

		5. …… 6. …… 7. …… 8. ……..	13. ……. 14. ……. 15. …….
Q.4.34	Le centre formation offre-t-il une formation sur la gestion d'entreprise ?**SiOui, allez à Q.4.36**	|__|	1. Oui 2. Non
Q.4.35	Quelles mesures, selon vous, peuvent être prises pour introduire ce cours dans les programmes de formation ? (lister les mesures)	1…….. 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. …… 8. ……..	9. …….. 10…….. 11. …… 12. ……. 13. ……. 14. ……. 15. …….
Q.4.36	Le centre formation offre-t-il un accompagnement post formation ? (**Si Oui, FIN, si NON continuer**)	|__|	1. Oui 2. Non
Q.4.37	Quelles mesures peuvent être prises pour assurer cet accompagnement ? (lister les mesures)	1…….. 2. …… 3. …… 4. …… 5. …… 6. …… 7. …… 8. ……..	9. …….. 10…….. 11. …… 12. ……. 13. ……. 14. ……. 15. …….

FIN

ÉVALUATION DE L'OFFRE ET DES BESOINS EN FORMATION PROFESSIONNELLE DES JEUNES DANS LA REGION DE L'EXTREME-NORD DU CAMEROUN

- QUESTIONNAIRE JEUNE -

Bonjour. Je m'appelle _____et je travaille pour le Centre africain d'Etudes Internationales Diplomatiques Economiques et Stratégiques (CEIDES). Dans le cadre d'un partenariat avec le Programme d'Appui à l'Initiative Communautaire (PAIC), nous effectuons en ce moment, une étude dans la région de l'Extrême-Nord sur l'offre et les besoins en formation technique et professionnelle des jeunes. Nous souhaiterions que vous participiez à cette étude. L'entretien dure habituellement entre 25 et 30 minutes.

Toutes les informations que vous nous fourniriez resteront strictement confidentielles conformément à la loi N°91/023 du 16 décembre 1991 relative aux recensements et enquêtes statistiques.

Puis-je commencer l'entretien maintenant ?

SECTION 0 : GENERALITES

0.1 EQUIPE DE COLLECTE

	FONCTION	B. NOM(S) ET PRENOM(S)	B.CODE	C. DATE (JJ/MM)
Q01.1	Agent enquêteur			|__|__|/|__|__|/|_2_|_0_|
Q01.2	Contrôleur			|__|__|/|__|__|/|_2_|_0_|
Q01.3	Superviseur			|__|__|/|__|__|/|_2_|_0_|
Q01.4	Numéro du questionnaire	|___|___|___|___|___|___|		
Q01.5	Résultat de la collecte	|___|	1= Collecte complète 2= Collecte incomplète	
Q01.6	Si enquête incomplète, préciser la raison	|___|	1. Refus 2. enquêté indisponible	

0.2 EQUIPE DE SAISIE

Q02.1	Agent de saisie			|__|__|/|__|__|/|_2_|_0_|
Q02.2	Résultat de la saisie	|___|	1= Saisie complète 2= Saisie incomplète	
Q02.3	Si saisie, incomplète, préciser la raison	|___|	1. Collecte incomplète 2. Autre à préciser…….	

SECTION 1 : IDENTIFICATION DE L'ENQUETE

Q1.1	Nom de l'enquêté	……..	
Q1.2	Numéro de l'enquêté	|___|___|___|	
Q1.3	Age de l'enquêté	|___|___| ans	
Q1.4	Sexe *1=Masculin ; 2=Féminin*	|___|	
Q1.5	Département	|___|	7. Logone-et-Chari 8. Mayo Sava 9. Mayo-Tsanaga 10. Diamaré 11. Mayo Kani 12. Mayo-Danay
Q1.6	Arrondissement	|__|__|__|	
Q1.7	Ville/Village/Localité :…….		
Q1.8	Quel est votre niveau d'instruction (dans l'enseignement normal) ?	|___|	*1=sans niveau ; 2=primaire ; 3=secondaire général 1er cycle ; 4=secondaire général 2nd cycle ; 5=secondaire technique 1er cycle ; 6=secondaire technique 2nd cycle*
Q1.9	Statut matrimonial du jeune	|___|	*1=Célibataire ; 2=Marié monogame ; 3=Marié polygame ; 4=Veuf (ve) ; 5=Divorcé/séparé ; 6=Union libre*
SECTION 2 : BESOIN DE FORMATION DES JEUNES			
Q2.1	Exercez-vous des activités génératrices de revenus ? ***Si Non, aller à Q2.4***	|___| *1=Oui ; 2=Non*	
Q2.2	Si oui lesquelles ? 1.……. 2…….. 3……..		
Q2.3	Ces activités nécessitent-elles des apprentissages ou des formations dans un domaine en particulier ?	|___| *1=Oui ; 2=Non*	
Q2.4	Avez-vous déjà eu à suivre (ou suivez-vous) une formation professionnelle de courte durée vous permettant d'acquérir un savoir-faire ? ***Si Non aller à Q2.11***	|___| *1=Oui ; 2=Non*	
Q2.5	Dans quel domaine ?	……..	
Q2.6	Qu'est ce qui a motivé/orienté ce choix de domaine ?	*1*……. *2*…… *3*……. *4*……..	

Q2.7	Quelles sont vos intensions après votre formation ?	A- Faire une formation plus approfondies ; |___|*1=Oui ; 2=Non* B- Cherché de l'emploi dans ma localité/département/région ; |___|*1=Oui ; 2=Non* C- Cherché de l'emploi dans une autre région ; |___|*1=Oui ; 2=Non* D- Me mettre à mon propre compte ; |___|*1=Oui ; 2=Non* E- *Autres à préciser* …… …… ……
Q2.8	Cette formation correspond-t-elle à celle que vous avez espéré faire au départ ? ***Si Oui, aller à Q2.12***	|___|*1=Oui ; 2=Non*
Q2.9	Qu'est ce qui est à l'origine du changement ?	*1*…… *2*…… *3*…… *4*……
Q2.10	Quel était le(s) domaine(s) choisis au départ ? (3 maximums par ordre de priorité)	*1*…… *2*……. *3*……
Q2.11	Pensez-vous que votre formation vous a facilité ou vous facilitera l'accès à un emploi ? ***Si Oui, aller à Q2.13***	|___|*1=Oui ; 2=Non*
Q2.12	Pourquoi ? 1……. 2……. 3…….	
Q2.13	Pensez-vous qu'il est nécessaire pour vous de suivre une formation professionnelle courte durée pour mieux vous insérer dans votre milieu ? ***Si Non aller à Q2.15***	|___|*1=Oui ; 2=Non*
Q2.14	Quels sont les domaines de formation que vous aimeriez suivre ?	*1*…… *2*…… *3*……
Q2.15	Avez-vous une idée des domaines de métiers/secteurs d'activités faciles d'accès ou porteurs dans votre localité ? ***Si Non, aller à Q2.18***	|___|*1=Oui ; 2=Non*
Q2.16	Quels sont ces domaines/secteurs d'activités ?	*1*……

		2…… *3*…… *4*…… *5*……
Q2.17	Comment avez-vous eu connaissance de ces domaines ?	*1*…… *2*…… *3*…… *4*…… *5*……
Q2.18	Avez-vous déjà entendu parlé d'un CMPJ ou d'un SAR/SM ? ***Si Non, aller à Q2.20***	|___|*1=Oui ; 2=Non*
Q2.19	Comment avez-vous eu connaissance du CMPJ ou d'un SAR/SM ?	*1*…… *2*…… *3*…… *4*…… *5*……
Q2.20	Avez-vous été affecté par la crise sécuritaire qui sévit depuis 2014 ?	|___|*1=Oui ; 2=Non*
Q2.21	Cette crise a-t-elle eu des conséquences sur :	A- Vos études ? |___|*1=Oui ; 2=Non* B- Vos activités professionnelles ? |___|*1=Oui ; 2=Non* C- Autres à préciser …….. ……. ……

Tableau : Présentation des résultats de l'exploitation des données de l'enquête jeune

		Sexe		Niveau d'instruction						Total
		Masculin	Féminin	Sans niveau	Primaire	Secondaire général 1er cycle	Secondaire général 2nd cycle	Secondaire technique 1er cycle	Secondaire technique 2nd cycle	
Exercez-vous des activités génératrices de revenus ?	Oui	19,9%	8,7%	4,1%	9,0%	6,5%	5,7%	2,4%	1,2%	28,6%
	Non	34,0%	37,3%	9,8%	9,0%	7,8%	37,1%	3,3%	4,1%	71,4%
Ces activités nécessitent-elles des apprentissages ou	Oui	50,0%	20,5%	7,5%	22,5%	16,3%	13,8%	7,5%	2,5%	70,5%
	Non	16,7%	12,8%	8,8%	10,0%	5,0%	5,0%	0,0%	1,3%	29,5%

		Sexe		Niveau d'instruction						Total
		Masculin	Féminin	Sans niveau	Primaire	Secondaire général 1er cycle	Secondaire général 2nd cycle	Secondaire technique 1er cycle	Secondaire technique 2nd cycle	
des formations dans un domaine en particulier ?										
Proportion des jeunes ayant suivi une formation professionnelles pour acquérir un savoir faire	Oui	12,3%	13,1%	3,6%	3,2%	3,2%	9,7%	4,5%	0,4%	25,4%
	Non	41,8%	32,8%	10,5%	14,6%	11,3%	32,8%	1,2%	4,9%	74,6%
Motivations des choix des formations	Insertion socio-professionnelle	17,8%	22,2%	9,5%	4,8%	4,8%	14,3%	7,1%	0,0%	40,0%
	Maîtrise de l'analyse des données	0,0%	2,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	2,2%
	Acquisition des performances	11,1%	11,1%	0,0%	2,4%	4,8%	14,3%	2,4%	0,0%	22,2%
	Recherche de l'expérience	2,2%	4,4%	4,8%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	6,7%
	Passion	13,3%	11,1%	2,4%	0,0%	4,8%	16,7%	2,4%	0,0%	24,4%
	Curiosité	0,0%	2,2%	0,0%	0,0%	0,0%	2,4%	0,0%	0,0%	2,2%
	Volonté de créer une association	2,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	2,4%	2,2%
Cette formation correspond-t-elle à celle que vous avez espéré faire au départ ?	Oui	36,7%	37,8%	15,7%	16,9%	6,7%	15,7%	10,1%	11,2%	74,4%
	Non	13,3%	12,2%	2,2%	1,1%	5,6%	10,1%	3,4%	1,1%	25,6%
Pensez-vous que	Oui	40,9%	35,4%	13,9%	17,4%	11,9%	22,9%	3,5%	6,0%	76,3%

		Sexe		Niveau d'instruction						Total
		Masculin	Féminin	Sans niveau	Primaire	Secondaire général 1er cycle	Secondaire général 2nd cycle	Secondaire technique 1er cycle	Secondaire technique 2nd cycle	
votre formation vous a facilité ou vous facilitera l'accès à l'emploi ?	Non	12,6%	11,1%	3,0%	0,0%	4,0%	14,9%	2,5%	0,0%	23,7%
Proportion des jeunes jugeant nécessaire de suivre une formation professionnelle pour s'insérer	Oui	42,6%	38,5%	10,9%	15,4%	10,1%	36,0%	4,9%	4,9%	81,1%
	Non	11,5%	7,4%	3,2%	2,4%	4,5%	6,5%	0,8%	0,4%	18,9%
Proportion des jeunes affectée par la crise sécuritaire	Oui	28,6%	20,5%	8,0%	11,3%	8,0%	21,0%	2,5%	0,8%	49,1%
	Non	25,2%	24,8%	6,3%	6,3%	6,7%	21,4%	3,4%	3,4%	50,0%
Avez-vous déja entendu parlé d'un CMPJ ou d'un SAR/SM ?	Oui	26,6%	18,1%	6,7%	11,7%	5,4%	17,1%	4,2%	2,9%	44,7%
	Non	27,0%	28,3%	7,9%	5,8%	9,6%	25,0%	1,7%	2,1%	55,3%

QUELQUES PHOTOS DE CMPJ ET SAR/SM DE LA REGION DE L'EXTREME NORD

(CMPJ)

CMPJ DEPARTEMENTAL DU LOGONE ET CHARI

CMPJ LOGONE BIRNI

CMPJ WAZA

CMPJ MAKARY

CMPJ DEPARTEMENTAL DU MAYO KANI (DE KAELE)

CMPJ MOUTOURWA

CENTRE MULTIFONCTIONNEL
DE PROMOTION DES JEUNES DE MOUTOUDWA

CENTRE MULTIFONCTIONNEL
DE PROMOTION DES JEUNES DE MOUTOUDWA

CMPJ MINDIF

CMPJ DZIGUILAO

SAR KAELE

SAR DE MINDIF

CMPJ MOKOLO

CMPJ BOURRHA

Logé à la sous-préfecture juste un bureau pas de bâtiment

SAR HING

SAR MOKOLO

SAR MOZOGO

MINEFOP
SAR / SM DE MOZOGO

SAR SOULEDE
SAR TOUROU